

Edito - sommaire

Ce n'est pas ici qu'il sera nécessaire de rappeler que le monde va mal et que l'avenir de l'humanité est sacrément compromis. Mal barré.e.s nous le sommes, et ce n'est pas faute d'avoir critiqué les différentes équipes qui se sont succédées aux commandes ! Le naufrage est certain et ce ne sera pas pour cause d'iceberg puisqu'il n'y en aura plus pour nous faire couler. Le bateau est suffisamment atteint pour prendre l'eau tout seul, inutile donc de tenter une réparation ou un changement de cap.

Restent alors les chaloupes. Encore faut-il les avoir prévues...

C'est le travail que mène Utopia en s'appuyant sur les piliers qui fondent notre action pour la construction d'une société résiliente inspirée du *Buen vivir*.

Avec un cahier central spécifique préparé par Elisabeth et Solenne, ce numéro d'*en mouvementS* met en avant le travail mené autour d'un de ces piliers, en faisant un point d'étape sur les nouveaux espaces de la démocratie tels qu'ils se construisent à l'échelle municipale ; il nous sera sans doute très précieux en vue des échéances électorales à venir.

Au-delà de celles-ci, cette réflexion « municipaliste » nous incite à participer à une nouvelle forme d'engagement citoyen en pleine cohérence avec ce qu'est Utopia : s'unir autour d'une lutte pour se réunir non seulement autour d'un projet mais surtout autour d'une méthode, d'un chemin sur lequel chaque pas construit l'objectif.

S'opposer sans se détruire, s'enrichir de nos différences, avancer sur ce chemin en convivialité, être des acteurs et actrices du changement, construire dès à présent un nouveau récit, c'est aussi ce que l'on retrouve au travers des essais et romans dont Erick et Pierre nous proposent la lecture.

Les livres, et donc bien sûr notre maison d'édition, s'inscrivent comme des outils indispensables dans notre mission d'éducation populaire, comme le sont les conférences et autres animations que le mouvement développe depuis son origine. Geneviève nous informe des objectifs que se sont fixés le groupe de travail qu'elle anime sur le sujet de l'éducation populaire et Jean-Marc Serekian, auteur d'une de nos dernières parutions, répond à nos questions et nous explique pourquoi le capitalisme fossile qui dirige le monde ne peut mettre en place que des farces lorsqu'il se réunit en COP.

Face à l'illusion réformiste de ces « farces », il nous revient donc de lutter pied à pied contre ce qui aujourd'hui menace notre avenir. C'est sur un sujet tout aussi brûlant que celui du climat que Daniel nous explique pourquoi tout plaide pour arrêter le chantier de l'EPR, summum des délires technocratiques qui aujourd'hui conduisent le monde.

Ce sommaire est à l'image de la variété des sujets qui animent notre réflexion comme autant de chaloupes mises en mer pour naviguer vers un rivage désirable.

Si notre critique du transhumanisme et du patriarcat ou notre réflexion sur l'éthique animale et notre rapport au vivant ne figurent pas au sommaire, ils seront à l'ordre du jour de notre prochaine Université d'Été de Mandelieu dont Laurent nous raconte le grand intérêt qu'il trouve à s'y rendre... et il est loin d'être le seul !

D'ici là, restons *en mouvementS* et bonne lecture !

Pierre

Une aventure utopienne : *Ecrire des livres à plusieurs centaines d'auteur·e·s*

Plusieurs livres, écrits collectivement par les membres du Mouvement Utopia sous la forme « *Idées reçues et Propositions* », ont été édités par notre maison d'édition.

Leur mode de fabrication est le suivant : une ou plusieurs thématiques sont proposées par les adhérent·e·s et soumises à l'approbation des participant·e·s de notre université d'été.

Une fois le thème adopté, un petit groupe de pilotage (tou.te.s les volontaires sont les bienvenu.e.s !) se met au travail pour établir un sommaire, recenser les recherches à effectuer et se lancer dans une première rédaction.

Ces premiers éléments sont présentés aux adhérent.e.s à l'occasion de réunions locales ou nationales et font l'objet de premières discussions qui alimentent le travail des rédacteurs·trices et permettent une appropriation du sujet par l'ensemble des utopien·nes.

Une première rédaction complète est ensuite transmise aux adhérent.es afin de leur permettre de formuler des amendements. Transmis via internet, ceux-ci sont collectés par le groupe de pilotage qui va intégrer directement dans le texte les remarques de bon sens et intégrer sous forme d'amendements soumis à discussion ceux qui posent des questions nécessitant débat.

Lors de nos réunions nationales annuelles (Université d'été et Conseils nationaux), les amendements sont discutés, et souvent modifiés avant d'être approuvés ou rejetés par vote de l'ensemble des présent·es.

Au terme de ce processus collectif, le livre est prêt à être publié : un ou deux ans ont pu être nécessaires pour le rédiger.

Faisant suite à des livres sur *les sans papier, le nucléaire, le travail, l'alimentation, les communs*, le dernier livre collectif finalisé cet automne a pour thème *Les migrations* (parution juillet 2019).

D'autres livres sont en chantier.

Ils ont pour thème *la culture de la paix, le féminisme, le revenu de base, l'éthique animale*.

L'un de ces derniers, et peut être d'autres, devraient être débattu cet été lors de notre université.

Libre à chacun·e de participer aux ateliers de rédaction... qu'on se le dise !

François

Utopia, je donne, j'adhère !

Soutenir le mouvement, recevoir en *mouvementS* et un livre gratuit par an, profiter de 50% de réduction sur tous nos livres !

Et si vous avez la chance de payer des impôts, profitez de la déduction fiscale de 66% sur votre adhésion et/ou votre don !

Bulletin d'adhésion sur mouvementutopia.org

Utopia, qu'est ce que c'est ?

Le « *Mouvement UTOPIA* » est une association d'éducation populaire à but non lucratif, qui vise notamment à élaborer un projet de société solidaire, écologiquement soutenable et convivial dont l'objectif est le « *buen vivir* ».

Le *Mouvement Utopia* soutient depuis sa création en 2000 la déconstruction des aliénations de nos sociétés : le dogme de la croissance comme solution à nos maux économiques, la croyance en la consommation comme seul critère d'épanouissement individuel, la centralité de la valeur travail comme seul mode d'organisation de la vie social.

Le *Mouvement Utopia* a pour objectif premier l'élaboration collective d'un grand projet de société. Nous co-construisons ce projet en établissant des ponts entre la société civile, les mondes politique, académique, culturel et les citoyen-ne-s engagé-e-s.

Ce projet de société, en construction permanente, est basé sur cinq principes constitutants :

- 1) La nature, bien commun de l'humanité ;
- 2) L'accès universel aux droits fondamentaux ;
- 3) La souveraineté alimentaire ;
- 4) La liberté de circulation et d'installation des personnes ;
- 5) Le développement de nouveaux espaces de démocratie.

Pourquoi faut-il arrêter le chantier de Flamanville !

Comment faire de l'éducation populaire mieux que Daniel en matière de nucléaire ?

Pas sûr que vous ayez la réponse après la lecture de son article !

Un EPR, combien ça coûte ?

La construction, tout d'abord.

L'EPR de Flamanville devait coûter 3 milliards d'euros (3G€). A sa mise en service, ou plutôt juste avant cette terrible erreur que cela va être, il aura coûté environ 12 milliards d'euros et devrait produire autour de 8TWh par an pendant 60 ans. Le remplacement du couvercle de la chaudière, en raison de malfaçons identifiées par l'ASN, devra intervenir après 3 ans, pour quelques centaines de millions d'euros supplémentaires. Voilà pour la construction !

Le fonctionnement maintenant.

Les déchets radio-actifs ont pour certains une durée de demi-vie radioactive en dizaines de milliers d'année, ce qui à l'échelle de l'humanité est l'éternité. La géologie étant ce qu'elle est, les déchets devront être reconditionnés tous les 30 à 50 ans et restockés. Il en est de même pour une grande partie des déchets radio-actifs de la centrale elle-même (fort heureusement pas tout son volume).

Ce coût récurrent annuel en centaines de millions d'euros est reconduit éternellement. EDF aurait dû acquiescer de la dette de l'état (seule crédible au-delà du siècle) et l'inclure dans son prix de vente pour que ses intérêts, en euros constant, couvre ces frais : soit un ordre de grandeur de 30G€.

Quant au démantèlement, s'il on se rapporte au coût de ceux menés au Royaume-Uni, ils font apparaître un coût équivalent à celui de la construction... soit encore une dizaine de milliards d'euros, beau cadeau et surtout beau pari quant à la capacité qu'auront les générations futures à assurer ce financement à une époque où elles seront déjà très fortement sollicitées pour pallier les effets du dérèglement climatique!

L'addition est simple : construction + démantèlement + gestion des déchets = 50 milliards d'euros, soit, ramené à la production d'électricité sur 60 ans un coût de 12 centimes du KWh, HORS coût d'exploitation.

Le coût d'exploitation lui-même, combustible, frais de fonctionnement humains, etc. est d'environ 4,5c du KWh pour les autres réacteurs. On serait tenté de reproduire ce coût pour l'EPR mais les 58 réacteurs actuels mutualisent des coûts (enrichissement de l'uranium...). Or dans 30 ans il n'y aura plus QUE l'EPR en service et tous ces frais fixes seront reportés sur lui.

Ainsi, au bout du compte la mise en exploitation de Flamanville produira du KWh entre 16c et 20c, soit un coût sur 60 ans autour de 75milliards d'euros ! Or le renouvelable aujourd'hui répond en dessous de 5c du KWh, soit 24 milliards d'euros pour couvrir l'équivalent de la production de l'EPR sur 60 ans.

Le surcoût est donc égal à la différence, soit 51 milliards d'euros !

Le bilan négatif global sur 60 ans, à comparer avec une production renouvelable dépasse donc les 100 milliards d'euros (50 + 51 !) ... soit 1,6 milliards d'euros par an, juste pour chauffer de l'eau de mer !

Et si on arrêta tout de suite ?

Si l'EPR n'est pas mis en service (avec le nouveau problème constaté sur des soudures en avril 19, il est encore temps de se poser la question), le coût total sur 60 ans se situe autour de l'addition suivante: 12G€ (construction de l'EPR) + 24G€ (en renouvelable)= 36G€ (environ 7,5c du KWh).

N'importe quel industriel, comprend qu'il vaut mieux sacrifier les 12G€ déjà investis et "s'en sortir" à 36G€ sur 60 ans plutôt que de persévérer et d'engloutir le double. Comment vendre du KWh à 18c dans 30 ans alors que le même KWh renouvelable sera au pire à 4c?

Sur un marché "libre et non faussé" c'est impossible. Heureusement le système ordo-libéral qui est le nôtre a plusieurs possibilités de faire intervenir l'état au profit des industriels du nucléaire :

- en apportant la caution de l'état aux emprunts nécessaires.
- en faisant supporter au budget de la nation le coût du démantèlement et de l'entreposage des déchets au lieu de les inclure dans la détention de dette (pesant sur le prix du KWh).
- en freinant les énergies renouvelables (on a le droit de ne construire que des éoliennes obso-lètes).
- en faisant supporter par le budget de l'état les installations d'enrichissement etc.
- en transférant la dette abyssale d'EDF dans une structure étatique de défaillance, ce qui la sort du prix du KWh.

Mais alors pourquoi ne stoppe-t-on pas le chantier ?

Sans aucun doute la clé de la réponse est la suivante : le lobby des industries nucléaires y gagne plus de 60 milliards d'euros de contrats présents et futurs incontournables, négociés au fil du temps à leurs conditions car la concurrence sur ce secteur est quasi nulle, les ententes étant faciles à mettre en place.

Et l'accident ?

Malgré sa date tardive de construction, la conception de l'EPR ne couvre pas le niveau d'exigence post-Fukushima. La complexité même du contrôle commande de l'EPR ne le met pas à l'abri de défaillances conceptuelles, la piscine de refroidissement n'est pas défendue... L'ASN le dit : « un accident est toujours possible ».

Sachant que la France détient environ un sixième des 300 réacteurs civils en service dans le monde et qu'il s'est produit une catastrophe tous les 25 ans et deux fois plus de catastrophes "évitables de justesse", tous les 25 ans la France met une balle dans le barillet, met le revolver sur sa tempe et tire... (2 fois à blanc).

L'impact d'un accident majeur à Flamanville est difficile à prévoir : cela dépend de la météo pendant les jours et les semaines qui suivront l'accident. A Fukushima les vents ont orienté vers le Pacifique 95% des rejets (et non vers le sud), Éole a préservé Tokyo de l'évacuation. Hélas, les vents du Cotentin soufflent les 3/4 du temps vers l'est... et la vallée de la Seine!.

En cas d'accident ce serait donc le quart du territoire français, comprenant l'Île de France, qui serait neutralisé pendant des siècles.

Les suisses ont chiffré à 4 000 milliards d'euros les coûts d'un accident nucléaire sur leur territoire. La destruction de patrimoine et les dégâts humains sont de cet ordre, mais que devient le pays après un tel choc ?

Le déplacement des 12 millions de franciliens étant impossible, on compte sur le lobby nucléaire et le soutien de l'Etat technophile pour minimiser l'impact de l'accident et lever les seuils de sécurité comme ce fut le cas à Tchernobyl et Fukushima. Même réduite, l'émigration des forces les plus vives du pays risque de nous ramener au niveau d'un pays en voie de développement.

D'ailleurs, le marché financier n'est pas en mesure d'assurer un tel risque. La loi limite la "responsabilité civile" de l'opérateur autour de 1milliard d'euros, soit 0,002% du dommage prévisible. Les coûts directs et indirects d'un accident majeur seront intégralement supportés par les français... enfin, ceux qui restent.

Et pour les 58 autres réacteurs ?

En cas d'accident, le bilan économique sera le même. Inutile d'ajouter qu'ils vont dépasser les uns après les autres les 40 années, seuil initialement posé pour mettre fin à leur exploitation.

Tous sont autant des bombes, de moins en moins à retardement, pour des raisons objectives évidentes : vieillissement des équipements internes et des structures, perte des savoirs humains, expositions climatiques de plus en plus intenses (sécheresses impactant le refroidissement avec baisse du niveau des fleuves et risques d'incendie).

C'est pourtant la perspective de catastrophe qu'il nous serait le plus simple d'éviter puisqu'à l'inverse du climat, nous en avons encore le contrôle.

D'où l'urgence de poursuivre l'information, afin qu'il soit possible de programmer la fermeture des réacteurs et du chantier de l'EPR tant qu'il est encore temps !

Car lorsqu'il s'agira de gérer la crise climatique, pas sûr que nous aurons les moyens d'éteindre ces mèches...

Daniel Sportes



Paru en 2011 aux éditions Utopia, un livre collectif toujours d'actualité pour 3€ seulement !

Municipalisme

La vraie démocratie, maintenant !

« La démocratie commence par le proche. »

Telle est l'une des observations centrales du propos de Ludovic Lamant, journaliste à Médiapart et auteur d'un livre dédié aux Mairies Rebelles d'Espagne¹ avec lequel nous avons discuté du municipalisme lors de la conférence Utopia du 12 décembre dernier (Le municipalisme peut-il redonner foi en la politique ?²). Un autre auteur et professeur canadien, Jonathan Durand Folco, ajoute dans sa référence liant municipalisme et Grèce antique que : « L'unité démocratique de base n'est pas l'État, ni celle la ville, mais le milieu de vie ou le voisinage, lequel permet de préparer les individus à participer directement à l'exercice du pouvoir politique au sein de l'assemblée citoyenne (*ekklesia*) »³.

C'est en effet sur cette unité de base que constitue la proximité et le voisinage qu'une démocratie vivante et renouvelée « par le bas » est en train de réanimer les municipalités à travers le monde, l'Europe et aussi la France avec le mouvement municipaliste.

Tentative de définition

Offrir une définition courte et juste du municipalisme est toujours un pari risqué. Celui de le réduire à une « technologie démocratique » ou à une utopie mielleuse, toutes deux néfastes à la compréhension de ce phénomène de refondation démocratique, pourtant bien concret et éminemment politique (au sens générique). En bref, nous pourrions le définir comme un mouvement politique de radicalité démocratique par lequel des listes citoyennes « gagnent »⁴ et gèrent la municipalité selon un exercice horizontal et équilibré du pouvoir politique en commun.

De façon plus complète, il peut aussi être décrit à travers ses différentes composantes, à savoir : un mouvement apartisan de démocratie radicale, qui part du niveau municipal (rural ou urbain) en remettant le bien commun et les citoyens au cœur d'une gestion municipale, fondée sur une éthique politique qui favorise la prise de décision horizontale par une diversité politique et sociale, alimentée par une double tension créatrice intérieure/extérieure à l'institution municipale. Le municipalisme se caractérise à la fois par un processus, une finalité, des valeurs partagées et une vision politique.

Ces valeurs et cette vision politique, nous les retrouvons en filigrane des dénominations telles que celles de « Mairies rebelles », « Mairies du changement », « Villes sans Peur » (*Fearless Cities*) ou encore « Villes refuges ». Ancré dans les contextes, expérimental et pragmatique, le municipalisme porte des visages très différents, loin des recettes miracles et uniformes.

On en retrouve aujourd'hui les expressions de sa diversité de l'Amérique latine à l'Europe au Kurdistan, en Espagne, aux États-Unis, au Canada, en Italie, en France, aux Pays-Bas, en Croatie, en Serbie, en Pologne, au Brésil, au Chili, en Belgique, etc.

Unaniment il contribue à reconstruire un espace politique (au sens de gestion de la Cité) « depuis, pour et avec » les gens.

Le municipalisme libertaire de Murray Bookchin

Le mouvement municipaliste est aussi régulièrement

qualifié « d'autogouvernement » en référence aux inspirations libertaires nourries de la pensée du philosophe américain et père de l'écologie sociale : Murray Bookchin. L'autogouvernement renvoie à cette capacité d'une communauté à s'autosaisir de l'intérêt général, du fait notamment d'une proximité résidentielle qui la rend propice à se saisir de problèmes d'intérêt commun. Le municipalisme libertaire théorisé par Bookchin est conçu comme une voie pour « recréer et élargir le champ politique démocratique comme champ d'autogestion de la communauté. »⁵ Il comporte ainsi une prétention émancipatrice, notamment à l'égard de formes institutionnelles verticales, hiérarchiques, centralisées, telles que celles de l'État-Nation.

Ce municipalisme renvoie également à l'organisation politique de l'écologie sociale. Considérant que presque tous les problèmes écologiques sont des problèmes sociaux, Bookchin invite à réaliser le lien étroit qui se trouve entre les rapports de domination ou d'oppression que nous exerçons à l'encontre de la nature et ceux que nous exerçons dans nos propres relations sociales. Il tisse ainsi dans ses développements une pensée qui s'avère plus que d'actualité en réaffirmant le lien total entre transition écologique, sociale et démocratique. Il vise à considérer, tout comme le rappelle souvent Loïc Blondiaux (Politologue et professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), que la démocratie ne se résume pas à une organisation institutionnelle, mais englobe également la qualité des relations que nous nourrissons les uns à l'égard des autres, ou encore envers nous-mêmes.

Ainsi, le municipalisme libertaire permet « de créer, de renouveler puis d'étendre le potentiel politique de la communauté » autour d'une autre forme de relation sociale et politique qui repose sur la mise en place d'une démocratie directe s'incarnant en particulier dans des institutions participatives et des assemblées populaires.

Un continuum historique

Cet héritage théorique et philosophique de la pensée de Bookchin est aujourd'hui très vivace, bien que ses travaux soient demeurés assez largement confidentiels jusque-là. L'héritage historique du municipalisme est pourtant plus ancien et s'inscrit dans une sorte de *continuum* historique des dynamiques émancipatrices et disruptives. En effet, ce mouvement emprunte aux caractéristiques d'une démocratie directe et enracinée au plus près du quotidien des gens, tels que nous avons pu le constater au fil de l'histoire, depuis la démocratie athénienne (le *dème*), puis le *municipe* romain, jusqu'à l'organisation des villes médiévales autour du serment du *conjuratio* et plus loin les *Town meetings* de la Nouvelle Angleterre.

L'histoire plus récente, comme celle de l'épisode de La Commune de Paris (1871) en France, de la révolution zapatiste des Chiappas en Amérique centrale ou des nombreuses autres luttes urbaines qui ont structuré des dynamiques collectives puis politiques sur les territoires dans le monde, sont également de nombreux exemples qui ponctuent la trajectoire du mouvement municipaliste dans le temps.

Ce phénomène n'est donc pas nouveau même s'il demeure peu connu du grand public.

Le tournant de la dernière décennie

Toutefois, la dernière décennie marque un tournant fort tant à l'échelle locale qu'européenne ou mondiale. Le nouveau municipalisme naît de l'impasse d'un système politique, capturé par des systèmes économiques, capitalistes et financiers, du local à l'international. Un système qui produit une augmentation insoutenable des inégalités ainsi qu'une accélération toute aussi insoutenable du dérèglement climatique en feignant d'ignorer la finitude d'un monde aux ressources limitées. Cette tension se renforce par l'épuisement d'une démocratie représentative dont les structures de décision reposent sur une verticalité et une centralité institutionnalisées, éloignant toujours un peu plus les citoyens des lieux de décisions. Le consumérisme électoral ainsi que le regain de dirigisme et d'opacité à l'échelle nationale autant qu'européenne (Ex : TAFTA/TIPP) finissent de creuser ce fossé grandissant entre les populations et les institutions.

C'est ce qu'évoque Jonathan Durand Folco dans son Traité de municipalisme, en pointant cette « *incompatibilité structurelle d'une économie fondée sur l'impératif de croissance infinie avec les exigences d'une société juste, démocratique et écologique* »⁶.

« La vraie démocratie, maintenant ! »⁷

est un slogan caractéristique de cette aspiration urgente à un changement politique et démocratique radical, porté ici par les manifestants du 15 mai 2011 en Espagne, dans le courant des Indignés.

La dernière décennie a été particulièrement marquée par une vague de crises qui vont de la crise financière des subprimes, à celle des réfugiés, des politiques d'austérité ou encore des scandales de corruption. Elles ont suscité en retour des contestations, voire des révolutions, telles que celles du 15-M en Espagne (15 mai 2011), des Indignés, des Printemps arabes, de Nuit Debout, de Notre-Dame-des-Landes et des Gilets Jaunes.

Ces crises internationales, européennes ou nationales se sont combinées à des crises plus localisées autour

¹*Squatter le pouvoir. Les mairies rebelles d'Espagne*, Ludovic Lamant, Lux Éditeur, 2016, Paris

²*Le municipalisme peut-il redonner foi en la politique?* Conférence, Mouvement Utopia, 11 décembre 2018, Paris

³*A nous la ville ! Traité de municipalisme*, Jonathan Durand Folco, Éditions Ecosociété, 2017, Québec

⁴En référence à *Guanyem Barcelona* (Gagnons Barcelone), l'appellation initiale de la plateforme citoyenne *Barcelona en Comú* pour la campagne électorale qu'ils ont victorieusement remportée en 2015

⁵*Le municipalisme libertaire. La politique de l'écologie sociale*, Janet Biehl, Ecosociété, 2013, Canada

⁶*A nous la ville ! Traité de municipalisme*, ib idem

⁷« ¡Democracia real ya! »

du logement (Barcelone), des déchets (Naples), de l'installation d'un supermarché à la place d'un centre ville dynamique (Saillans) ou de la corruption et de la présence au pouvoir d'un même parti politique pendant de trop nombreuses années (Espagne, Italie, Pologne, Slovaquie, etc.). Elles s'inscrivent souvent dans des contextes où d'autres luttes préexistaient (droit à la ville, accès aux ressources, lutte contre les discriminations, etc.) et avaient forgé une culture militante, des collectifs, la mémoire de victoires partagées, ... un terreau propice à ce qu'une traduction politique émerge de ces étincelles sociales. Ces initiatives montrent une capacité créatrice de la société à reconstruire une autre organisation du vivre ensemble, d'autres modalités d'échanges, d'économie, de coopération, de gouvernance, de préservation des ressources ou de système politique.

Occuper les places et occuper les institutions

A cet égard, une des spécificités du mouvement municipaliste est de ne plus seulement « occuper les places », mais aussi « occuper les institutions ». Il s'agit de passer de l'alternative sociale à l'alternative politique et institutionnelle. Pourtant, c'est ce même rapport à l'institution qui est régulièrement questionné. S'agit-il d'un mouvement qui se construit contre et en dehors de l'État ?

Quelques éléments de compréhension de cette tendance politique permettent certainement de mieux faire la part des choses. Il est vrai que le municipalisme se dresse contre les représentations matérielles et symboliques de la culture des frontières, la domination économique et politique, la verticalité du pouvoir et la centralité institutionnelle, ou encore le décrochage des élites politiques attribués à l'État-Nation. Pour autant, cela ne se traduit pas par un rejet pur et simple de l'institution en tant que telle.

Bien au contraire, la spécificité de ce mouvement est justement d'apprendre de l'histoire des mouvements sociaux pour oser aller aux élections dans le but de refonder l'institution municipale, la réinventer et « créer de nouvelles formes d'institutions pour gérer en commun »⁸.

Créer de nouvelles formes d'institutions pour gérer en commun

Mercé Amich Vidal, élue municipaliste du petit village de Celrà (Gerona-Espagne), tout comme Pam Barret, mairesse du village de Buckfastleigh au Royaume-Uni, nous expliquaient ainsi lors du Fearless Cities de Barcelone en 2017 qu'elles ont remis la municipalité dans sa mission de service public, à savoir : « Faire en sorte que les politiques publiques locales répondent aux besoins des populations ». Horizontalité des décisions, participation citoyenne active, co-construction et transversalité des politiques publiques, refonte de l'organisation de l'administration municipale comptent parmi les axes majeurs de refondation institutionnelle.

A La Corogne, Claudia Delso (Conseillère municipale chargée de la participation et de l'innovation démocratique) nous expliquait lors du dernier Municilab⁹ que les élus de Marea Atlantica ont instauré une nouvelle relation entre les agents de l'administration et les citoyens à l'occasion d'ateliers de travail citoyens, de travaux de pair à pair entre fonctionnaires, ou encore en identifiant les structures qui opèrent traditionnellement ce lien direct avec les habitants (Ex : Bibliothèques, centres civiques) pour apprendre d'elles.

A Madrid, ce sont les budgets participatifs qui travaillent à améliorer la participation citoyenne d'un côté, alors que, plus en interne, un « combat » de tous les jours est mené pour changer la culture de travail libérale et passer à une culture coopérative.

A Barcelone, la municipalité tente de remettre l'intérêt général et l'universalité des services publics au cœur des fonctionnements de son administration, privilégiant également des nouvelles technologies en faveur d'une meilleure transversalité entre services et politiques publiques. Gala Pin (Conseillère municipale chargée de la participation et des quartiers) insiste sur le caractère plus systémique de ces changements, indiquant qu'il s'agit de changer la mentalité non seulement des techniciens mais aussi de la communauté toute entière dans ce double rapport entre habitants et administration municipale.

Le municipalisme est un mouvement qui reconnaît le rôle majeur de l'institutionnalisation du pouvoir politique et la nécessité de mieux opérer ce double lien entre la société et l'institution.

Une double tension extérieure/intérieure à l'institution

C'est pourquoi, le municipalisme repose sur une double tension intérieure/extérieure à l'institution. Il reconnaît ainsi la force de la démocratie à la vivacité de son contre-pouvoir, à la vitalité de la citoyenneté. Il réaffirme que la qualité de l'exercice du pouvoir politique ne tient pas seulement à la qualité personnelle et aux mandats des élus, mais aussi à la qualité de tout l'écosystème qui, hors de l'institution, constitue le « jardin démocratique ». La densité du milieu associatif, la capacité d'initiative citoyenne, une meilleure compréhension de l'action publique et de sa complexité, la qualité de l'enseignement scolaire, le pluralisme, la justice sociale, la confiance, la solidarité etc. sont autant d'indicateurs de la qualité d'un environnement démocratique. Murray Bookchin indiquait à ce titre qu'il s'agit tout autant de « démocratiser la République que de radicaliser la démocratie »¹⁰. C'est aussi admettre qu'à l'extérieur de l'institution existe une force de réflexion, d'expérimentation et de proposition, pour construire de nouvelles hypothèses et possiblement ensementer l'action publique, si celle-ci trouve les moyens d'en tenir compte. En France, Yannick Blanc (Haut commissaire à l'engagement civique) a conclu récemment que l'innovation sociale n'oppose pas la société civile aux institutions¹¹. La société est parfois en avance sur les institutions et c'est à cette fertilisation croisée entre elles qu'il faut travailler pour qu'une tension créatrice s'opère.

Réparer le besoin d'intermédiation de la démocratie

Pour instaurer cette reconnexion entre le social et le politique, l'habitant et l'institution, les mouvements municipalistes ont su reconnaître comme essentiels le rôle des « espaces » intermédiaires. Joan Subirats (Professeur à l'université autonome de Barcelone et membre de Barcelona en Comú) explique par exemple qu'en Espagne c'est le système politique tout entier qui est en crise et que « le 15 M a significé un débordement numérique et de l'agenda politique qui était (jusque là) contrôlé par les partis traditionnels », ajoutant qu'il y a eu « un rejet de l'association entre représentation et substitution : ils ne nous représentent pas parce qu'ils ne vivent pas les problèmes que nous vivons »¹². Nos propres réalités françaises nous renvoient également à cet affaiblissement, cette déconnexion, voire cette faillite, des corps intermédiaires que sont notamment les partis politiques, ou encore le milieu associatif. Le reproche fait à ces derniers est notamment celui de s'être davantage préoccupé de leur reconnaissance institutionnelle que du dialogue et du lien à leurs bases sociales. Or la démocratie souffre d'une crise de désintermédiation et c'est précisément pour y répondre que les mouvements municipalistes

ont construit les plateformes citoyennes. Ces plateformes de confluence (Barcelona en Comú, Ahora Madrid, Marea Atlantica –Espagne, Zagreb is ours –Croatie, Ne da(vi)mo Beograd- Serbie, Cambiamo Messina Dal Basso-Italie, Richmond for All – Californie, People's Assembly – Jackson Mississippi, etc.) ont pour essence et pour enjeu la diversité, qu'elle soit sociale, politique, culturelle et certainement aussi culturelle. Elles sont ce point de rencontre, ce lieu de la diversité et donc du débat.

Reconnaître la gestion de la conflictualité comme vertu de la démocratie

Ces plateformes reconnaissent le désaccord comme le moteur de la construction collective et de l'élaboration d'un contrat social partagé. En cela, elles réaffirment la gestion de la conflictualité comme une vertu de la démocratie. Murray Bookchin indiquait à ce propos que « sans désaccord, une société ne peut être libre, condamnée à tomber dans la stagnation »¹³. Ces plateformes sont celles au sein desquelles les partis politiques ont accepté de laisser tomber leurs étiquettes pour bâtir un projet commun pour leur territoire (ville ou village) : une confluence. Elles sont cet espace qui a permis le dialogue entre différents habitants, quartiers, militants, politiques et aujourd'hui élus. Elles sont ce lieu de l'écoute pour que les élus expliquent les contraintes de l'action publique et, tout à la fois, ne décrochent pas des réalités de terrain en demeurant au contact de la remontée de ces constats, préoccupations et signaux faibles par les habitants eux-mêmes.

Dans une ville comme Barcelone, la plateforme citoyenne mobilise plus de 1700 activistes qui travaillent à ce relais avec les habitants au sein d'assemblées de quartier notamment. Ces plateformes sont également les lieux de l'élaboration d'une « vision partagée » des priorités et du futur, par la mise en place de processus et d'une éthique de l'intelligence collective, par la pratique du pouvoir politique en commun.

Une nouvelle éthique politique

Parce que les mouvements municipalistes sont nés de la réaction à des crises et notamment des abus, des usages dévoyés du pouvoir, des scandales de corruption, etc., le besoin d'éthique politique est apparu comme l'une des pierres angulaires de cette reconstruction démocratique.

Il n'est donc pas anodin que chacune des candidatures municipalistes aient débuté sa campagne électorale par la co-construction de « codes éthiques ».

Ces codes ou ces chartes posent le cadre et les engagements auxquels les futurs élus consentiront à se soumettre pendant la durée de leur mandat et après.

Suite de l'article en page 7

⁸Le municipalisme en zone rurale et de faible densité démographique, Atelier, Fearless cities, 2017, Barcelone

⁹Municilab, 26-27 octobre 2018, Barcelone

¹⁰Le municipalisme libertaire. La politique de l'écologie sociale, Janet Biehl, Ecosociété, 2013, Canada

¹¹L'innovation au défi du social, Colloque de Bobigny, 19 décembre 2018, Paris

¹²Citation de Joan Subirats, dans *Podemos et Barcelona en Comú : les citoyen-ne-s prennent le pouvoir ?*, Héloïse Nez, Mediapart, 10 février 2017

¹³Le municipalisme libertaire. La politique de l'écologie sociale, ibidem

Petite sélection utopienne de livres intéressants

(... non parus aux éditions Utopia !)

Erick nous a sélectionné deux livres qui pour lui attestent que la nécessité d'un changement de système comprenant une modification drastique de nos modes de vie a été depuis longtemps analysée et que les solutions proposées par ces deux auteurs, notamment l'abandon du dogme de la croissance et du TINA (il n'y a pas d'alternatives), sont plus que jamais d'actualité.



ACTION DIRECTE AUTONOMIE – AUTOGESTION

Sous titre :

Au-delà des luttes :
L'anarchisme

Auteur :

Carlos Taibo

Editions : CNT-RP 2018
200p 10€

Carlos Taibo est professeur de sciences politiques à l'Université Autonome de Madrid. Il est l'auteur de nombreux livres (en espagnol) sur l'histoire de l'anarchisme, la démocratie directe et la décroissance.

Ce livre n'est pas un livre sur l'histoire de l'anarchisme, même si l'auteur en décrit les principales caractéristiques, les idées forces et les différentes mouvances.

En introduction, la clarification sémantique anarchiste /libertaire /libertarien sert la compréhension, de même plus loin celle entre action directe/désobéissance civile.

S'appuyant sur les échecs du socialisme productiviste et de la sociale démocratie, constatant les impasses du capitalisme globalisé et de la démocratie représentative, l'auteur propose des pistes favorisant l'autonomie, l'auto-gestion, les communautés locales et la démocratie directe.

L'intérêt principal du livre est que l'auteur intègre sa conception libertaire et sa remise en cause de l'État, de la croissance, de la société industrielle et de la société de consommation, dans une vision holiste radicale : « il y a quatre verbes qui, à mon sens, adaptent la pensée libertaire à la crise écologique et à ses défis : décroître, désurbaniser, détechnologiser et décomplexifier ».

Il s'oppose en cela à la vision étriquée des courants « de gauche » actuels, imprégnés de la logique du système et qui « ne semblent pas du tout se poser la question centrale des limites environnementales et des ressources de la planète ».

En conclusion, Carlos Taibo propose de substituer à la logique du profit et de l'accumulation, celle de la solidarité, de l'aide mutuelle et de la modération, tout en prônant « une revendication franche de l'utopie », permettant d'espérer à l'instar d'Emma Goldman « la renaissance des idées anarchistes dans un futur proche ».



IVAN ILLICH

Sous titre : pour une ascèse volontaire et conviviale

Auteur :

Thierry Paquot

Collection :

les précurseurs de la décroissance

Editions :

le passager clandestin
2019 110p 8€

Thierry Paquot est professeur honoraire à l'institut d'urbanisme de Paris, philosophe, éditeur et ami d'Ivan Illich dont il est fin connaisseur de la pensée.

Comme tous les ouvrages de la collection (la plupart fort recommandables), le livre s'organise en deux parties : la première partie concerne la vie, la pensée de l'auteur étudié et la deuxième est composée d'extraits commentés de ses principaux livres.

Ici, la première partie s'intitule « Rompre avec le productivisme, pour une ascèse conviviale » et comporte une bibliographie commentée ; la deuxième partie concerne des « choix de textes »

Thierry Paquot présente Ivan Illich, prêtre, enseignant nomade, comme « un auteur inclassable, à l'œuvre exigeante, aux idées novatrices, anticonformistes » et caractérise son œuvre « d'alchimie des possibles ».

Car si Illich est surtout connu comme penseur de la convivialité et de la contre productivité, Thierry Paquot expose de manière claire les autres facettes de sa pensée.

Deux notions sont ici rappelées: la loi de la contre productivité « passer un certain seuil les institutions ne répondent plus à leur finalités premières et dysfonctionnent » et la convivialité : « la société conviviale est une société ou l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité et non au service d'un corps de spécialistes », cette société conviviale nécessite frugalité, modération, maîtrise de soi et repose sur un ascétisme volontaire qu'il convient de ne pas confondre avec la privation « cette ascèse ne trouve sa réalisation pleine et harmonieuse qu'avec l'amitié » ...

Parmi les autres facettes, l'antiproduktivisme occupe une place importante : la société industrielle « subordonne chacun à des besoins qu'elle fabrique et dont la satisfaction passe obligatoirement par le marché » et « rend l'obsolescence programmée normale tout en réduisant les communs », il l'oppose à la convivialité « la productivité se conjugue en termes d'avoir, la convivialité en termes d'être ».

Dans le même sens Illich conteste l'hybris et pointe les impasses de la société de croissance en posant la question de la taille compatible ou non avec certains objectifs, anticipant en cela par sa notion de « bonne proportion », la question de taille magnifiquement développée par Olivier Rey (« une question de taille » Stock 2014) .

D'autres réflexions portent sur l'énergie, l'encastrement de l'économie (après Karl Polanyi), les nouvelles technologies et le « rêve cybernétique ». Ce ne sont que quelques exemples, tant sa pensée est fertile et d'une actualité brûlante.

Même s'il précise n'avoir aucune stratégie à offrir, les notions développées par Ivan Illich sont d'un apport essentiel et sont dans ce livre très bien résumées et d'une compréhension facile, venant compléter un précédent ouvrage de Thierry Paquot « Introduction à Ivan Illich » éd. La découverte 2012.

Pour changer de style, mais pas de sujet, Pierre, quant à lui nous propose de compléter notre bibliothèque utopienne avec trois romans dystopiques ou activistes qu'il juge indispensables !



DANS LA FORET

Auteur

Jean Hegland

Editeur

Gallmeister 2018

Poche 9,90€

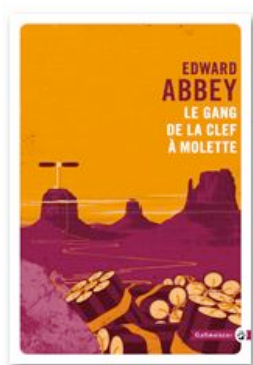
Nell et Eva, dix-sept et dix-huit ans, vivent depuis toujours dans leur maison familiale, au cœur de la forêt. Quand la civilisation s'effondre et que leurs parents disparaissent, elles demeurent seules, bien décidées à survivre. Il leur reste, toujours présentes, leurs passions de la danse et de la lecture, mais face à l'inconnu, il va falloir apprendre à grandir autrement, à se battre et à faire confiance à la forêt qui les entoure, remplie d'inépuisables richesses.

Véritable choc littéraire aux États-Unis, best-seller mondial, un roman d'apprentissage sensuel et puissant.

JEAN HEGLAND est née en 1956 dans l'État de Washington.

Son premier roman *Dans la forêt* paraît en 1996 et rencontre un succès éblouissant dans le monde entier... sauf en France, où il faudra attendre vingt ans avant de le voir enfin traduit.

A l'heure où l'effondrement fait débat, ce livre écrit il y a plus de vingt ans, est donc d'une incroyable actualité.



LE GANG DE LA CLE A MOLETTE

Auteur

Edward Abbey

Editeur

Gallmeister 2016

496p 12€

Révoltés de voir le somptueux désert de l'Ouest défiguré par les grandes firmes industrielles, quatre insoumis décident d'entrer en lutte contre la "Machine".

Un vétéran du Vietnam accroc à la bière et aux armes à feu, un chirurgien incendiaire entre deux âges, sa superbe maîtresse et un mormon, nostalgique et polygame commencent à détruire ponts, routes et voies ferrées qui balafrent le désert.

Armés de simples clefs à molettes -et de dynamite- nos héros écologistes vont devoir affronter les représentants de l'ordre et de la morale lancés à leur poursuite.

Commence alors une longue traque dans le désert.

Dénonciation cinglante du monde industriel moderne, hommage appuyé à la nature sauvage et hymne à la désobéissance civile, ce livre subversif à la verve tragico-mique sans égale est le grand roman épique de l'Ouest américain.

A l'heure où les actions de désobéissance civile pour le climat se développent, ce classique, vendu à des millions d'exemplaires depuis sa parution au milieu des années 70, est devenu la bible d'une écologie militante et toujours pacifique... ou presque.



L'ARBRE MONDE

Auteur

Richard Powers

Editeur

Le Cherche Midi 2018

484p 22€

"Vous et l'arbre de votre jardin êtes issus d'un ancêtre commun. Il y a un milliard et demi d'années, vos chemins ont divergé. Mais aujourd'hui encore, après un immense voyage dans des directions séparées, vous partagez avec cet arbre le quart de vos gènes..."

Dans son style toujours aussi métaphorique et brillant, Richard Powers dépeint le parcours de neuf personnages dont les destins vont se lier autour d'un combat essentiel de la cause environnementale.

Non seulement le voyage est passionnant mais on en sort avec forcément un regard très différent sur les arbres auxquels on ne prêtait pas grande attention en sortant de chez soi.

Imprégné par l'atmosphère qui se dégage du livre et qui invite à réfléchir sur le miracle quotidien de la nature, convaincu que si l'homme gesticule, hurle et veut toujours plus, ce n'est pas forcément lui qui gagnera à la fin.

D'ailleurs il semble avoir déjà perdu tant les dégâts qu'il inflige au monde végétal se retournent contre lui.

Il y a tout cela dans ce roman, et bien plus encore. Car c'est une petite prouesse de construction, pour un résultat aussi foisonnant que le petit monde qui s'agite dans un sous-bois de façon invisible et imperceptible à l'homme.

Trois questions à Jean-Marc Sérékian

auteur de « Capitalisme fossile » (parution mai 2019)



en mouvementS

Tu dis que la conscience du désastre écologique est bien présente dans l'esprit des responsables politiques et économiques mais que pourtant "rien ne se passe". Comment l'expliquer?

Jean-Marc Sérékian

Les élites politiques et économiques sont parfaitement au courant de la crise environnementale et du dérèglement climatique. Elles ont été les premières à être informées et l'information était de première main.

C'est dans les années 1970 que la problématique des émissions de gaz à effet de serre a été soulevée de manière insistante et claire dans les milieux scientifiques.

Sans avoir accès à la littérature scientifique illisible pour le commun des mortels, on peut le savoir en lisant « L'Utopie ou la Mort » de René Dumont, livre manifeste qui date 1973 ; l'auteur parle déjà de manière catastrophique des émissions de CO2.

Mais on peut aussi le savoir par ce que font les élites face à un problème grave qui met en accusation leurs pratiques. Comme il est écrit dans le livre, les compagnies pétrolières étasuniennes parfaitement informées du problème climatique ont mis en branle très tôt, vers la fin des années 1980, les think tank climato-sceptiques mais aussi recruté des ingénieurs pour des recherches en ingénierie du climat. Dans le livre on a rappelé le sort de James Hansen, savant à la NASA spécialiste des atmosphères planétaires. Il souleva le problème du réchauffement climatique et il fut officiellement auditionné par le Congrès des Etats-Unis en 1988. L'information était passée mais très vite par la suite, quand il devint un militant de la cause climatique, il fut ostracisé non seulement par l'élite au pouvoir mais aussi par ses pairs scientifiques.

Ainsi le GIEC n'avait pas encore commencé à officier que déjà aux Etats-Unis les grands groupes industriels avaient déployé leur arsenal de contre-offensive. Le public informé découvrit le problème dix ans plus tard et le « grand public » vers la fin des années 2000.

En fait, avec le réchauffement climatique il n'y a rien de nouveau dans les manigances des industriels. On les retrouve pour toutes les catastrophes environnementales et sanitaires : tabac, pesticides, amiante, chlอร์ดécone. Les industriels savent les premiers, ils sont informés de première main par les données scientifiques émanant de leurs propres

services. Alors commence l'offensive de désinformation. Ils s'offrent les services de scientifiques réputés, leaders d'opinion dans leur spécialité, pour massivement désinformer et, bien sûr, lesdits pouvoirs publics collaborent volontiers. Entre la connaissance d'une catastrophe potentielle et son arrivé sur la place publique il se passe dans le meilleur des cas deux décennies. Robert N. Proctor, historien des sciences américain, qui a étudié le cas princeps de l'industrie du tabac dans « Golden Holocaust » a construit le concept de « production culturelle de l'ignorance » et a fondé une nouvelle spécialité de recherche : l'agnotology. Dans une civilisation industrielle hautement hiérarchisée par les monopoles du savoir scientifique, si nous ne savons pas quelque chose, ce n'est pas seulement parce nous l'ignorons mais parce que de brillants savants recrutés par les grands groupes industriels s'activent pour discréditer les études de leur collègues.

en mouvementS

L'expression "farce des COP", en sous-titre de ton livre est forte. Faut-il définitivement rien en attendre ?

Jean-Marc Sérékian

En effet, il ne faut rien attendre des COP et la réponse est contenue dans le titre : Capitalisme fossile. Il est le seul maître du jeu. Il n'y a qu'un seul capitalisme mondialisé unifié par l'énergie fossile et tous les Etats, quelle que soit leur couleur politique ou leur degré d'industrialisation, sont organisés et hiérarchisés par ces énergies, essence première à l'accumulation du capital.

Là encore on retrouve le même schéma, les problèmes sont connus depuis longtemps, il semble que la communauté internationale s'en préoccupe sérieusement, mais au final rien ne se passe. C'était déjà le cas pour la déforestation et la dégradation de l'environnement. Plus les « Sommets de la Terre » parlaient de préservation de l'environnement, de lutte contre la déforestation et de « développement durable » plus les destructions des écosystèmes s'accéléraient et les forêts primaires étaient mises en coupes réglées. Seul le développement du capitalisme avait droit de cité dans les faits. Dans le livre deux chapitres sont consacrés à l'esprit du capitalisme pour bien faire apparaître sa logique foncièrement criminelle.

La conscience collective du désastre de la déforestation déjà forte et claire dans les années 1980, n'a pas empêché le développement de l'industrie des biocarburants dans la décennie suivante et l'extension mondiale de la culture du palmier à huile. Ces développements ne sont d'aucune utilité sociale mais ils sont essentiels au développement du capitalisme. Cependant, aujourd'hui, il serait plus juste de dire que ces développements sont catastrophiques pour les populations et la biodiversité et c'est justement ce qui fait toute leur utilité dans la montée en puissance du capitalisme. Naomi Klein a parlé de « Stratégie du Choc et de capitalisme du désastre ». Dans le livre « Capitalisme fossile » un chapitre entier est consacré à la « géo-ingénierie ethnique d'élimination physique des premiers habitants » Dans toute l'histoire du capitalisme on retrouve ces hauts faits de crimes de guerre ; avant c'était sous la bannière de la « civilisation » aujourd'hui c'est au nom du « développement durable ».

Depuis « l'accumulation primitive du capital » conceptualisée par Marx, le capitalisme n'en finit pas d'aménager les territoires et de mettre en fuite les populations autochtones qui lui sont inutiles pour que les surfaces servent entièrement à générer

des profits. Cela fait soixante-dix ans, à partir de la déclaration universelle des droits de l'Homme en 1948, que la communauté internationale prétend s'occuper de la faim dans le monde, de la préservation des écosystèmes de la lutte contre la déforestation puis aujourd'hui du dérèglement climatique ; mais depuis tout ce temps le capitalisme se développe et affiche une santé provocante sur une Terre toujours plus dévastée ou les paysans sans terres les réfugiés se comptent par centaines de millions. L'impuissance de la communauté internationale ne peut pas être une explication suffisante à ce contraste saisissant. Dans le livre on fait remarquer qu'il est plus facile aujourd'hui de construire des milliards de voitures que d'assurer un morceau de pain et un litre d'eau potable à seulement 800 millions d'individus. Que fait la communauté internationale ?

en mouvementS

On parle beaucoup de géo-ingénierie du climat, mais à ce jour pas ou peu de réalisation voire même de projet concret. Qui croit vraiment dans ces technologies ?

Jean-Marc Sérékian

Malheureusement beaucoup de monde dans les milieux scientifiques. En fait dans ce domaine il n'y a pas de nouveauté, les chercheurs cherchent là où on met l'argent pour qu'ils cherchent. Le verbe croire n'est pas très adapté pour les scientifiques, on fait appel à leurs compétences et ils sont prêts à y travailler. Comme pour la bombe atomique qui a mobilisée des milliers de chercheurs à travers le monde, si les Etats ouvrent des champs de recherches pour des robots tueurs, des robots aspirateurs du CO2 ou des systèmes de gestion du rayonnement solaires, les chercheurs s'engouffreront avec passion dans ses domaines. Il y a déjà en grand nombre des chercheurs engagés dans des centres d'envergure européenne pour les « routes intelligentes et auto-dépolluantes ». Ça peut prêter à rire mais c'est une réalité : de hauts niveaux d'études semblent « croire » à ce qu'ils font.

Le cadre actuel du capitalisme du désastre aggrave ces comportements aberrants, car ces recherches en géo-ingénierie, aussi absurdes, peu efficaces voire dangereuses qu'elles soient, représentent potentiellement de « merveilleuses opportunités » d'investissements. Comme on le rappelle dans le livre, Clive Hamilton dans les « Apprentis sorcier du climat » se désolait déjà sur l'engouement des chercheurs étasuniens sur la géo-ingénierie en disant : « Nous avons perdu dix ans avec les technologies du « charbon propre », allons-nous perdre encore dix ans avec la géo-ingénierie ? »

Malheureusement, il n'y a pas de nouveauté, il en va de la géo-ingénierie comme des biotechnologies, des nanotechnologies et de l'intelligence artificielle... On a largement eu le temps de s'apercevoir des limites de l'utilité sociale de ces recherches, on n'a pas attendu longtemps pour en découvrir les risques environnementaux et sanitaires, on mesure aujourd'hui la quantité énorme de métaux rares que nécessitent ces industries high tech et la masse astronomique de gaz à effet de serre que larguent dans l'atmosphère les technologies de l'information et de la communication ; mais ces recherches, manifestement désastreuses, sont essentielles pour le développement du capitalisme et stratégiques pour les complexes militaro-industriels. Donc elles sont « no limit »...

En vente en librairie et sur
<http://www.editions-utopia.org/>

Celui de Barcelona en Comú porte un intitulé qui, à lui seul, est évocateur du changement de posture induit par la pratique municipaliste du pouvoir : « Gouverner en obéissant »¹⁴. Ce code est établi afin de mettre fin à des privilèges, d'introduire un contrôle social des mandats, d'appeler ainsi à la co-responsabilité tant des élus que des citoyens. Il régit par exemple le plafonnement de leurs indemnités, le suivi-évaluation de l'exécution du mandat, la mise en place de règles de transparence, la lutte contre la corruption et les conflits d'intérêt.

Mais il induit également la mise en place d'une relation de confiance, de soutien aux élus, de bienveillance. Joan Subirats le mentionnait également dans son intervention en 2017 « Un nouvel agenda politique émerge, lié à l'avenir des jeunes, au quotidien, à l'idée que faire attention aux autres fait aussi partie de la politique. » Le « *care* » devient également une valeur et une préoccupation centrale de la qualité démocratique et de l'éthique des mouvements municipalistes. Elle offre ainsi des déclinaisons assez spectaculaires dans la ville de Galice « A Coruña », contribuant à un collectif soudé, qui prend soin de lui et de chacun de ses membres, et qui amène des individus à des trajectoires émancipatrices individuelles, collectives pour finalement prendre entièrement leur place en tant qu'acteurs politiques du territoire.

Cette éthique est au cœur du renouvellement politique porté par le municipalisme. Elle engage ces plateformes à un changement culturel dans la pratique du pouvoir, se « distinguant des partis politiques traditionnels en se limitant pas à la performance politique »¹⁵ pour davantage s'orienter vers la cohérence, l'efficacité, l'impact de leur action dans le quotidien des populations.

Le processus autant que le résultat : la radicalité démocratique

C'est à ce niveau que l'ambition du municipalisme croise l'éthique politique et la méthode incarnée par la radicalité démocratique. La radicalité n'est pas évoquée ici dans un sens offensif, ni négatif, elle renvoie ici plus étymologiquement à la notion de « racine ». Renouer avec les origines d'une démocratie dont nous avons vu que, depuis la Grèce antique, elle confirme la pertinence de l'échelon local et municipal, comme lieu d'exercice privilégié d'une citoyenneté active et d'une démocratie vivante.

Le municipalisme se fait fort d'un apprentissage quotidien de cette responsabilité citoyenne depuis les individus jusqu'aux institutions, du « je » au « nous ». Il s'agit de commencer par s'appliquer à soi-même les principes de cette démocratie dans ses comportements individuels, dans la gouvernance interne de ses organisations, en famille, au travail ou dans ses engagements plus politiques. « Démocratie interne, féminisation de la politique, travail en réseau et intelligence collective »¹⁶ sont au cœur de cette radicalité démocratique revendiquée par les mouvements municipalistes. L'exigence d'une éthique politique est le socle premier de cette radicalité.

Les processus d'intelligence collective et de prise de décision plus horizontale (Ex : collégialité au sein d'équipes municipale) en sont une autre expression. Celle-ci se traduit par de multiples déclinaisons. On peut évoquer notamment les méthodes de dialogue et de prise de décision (Ex : gestion par consentement), l'ouverture des prises de décisions d'orientation avec les habitants (Ex : la mise en débat des choix d'investissement), la mise en place d'une multitude

d'espaces-temps dédiés à l'information ou la participation (Ex : dispositifs numériques, papiers, physiques) et l'extension de leurs horaires ou leur aménagement (Ex : garde d'enfants sur place) pour permettre la venue de femmes ou de travailleurs par exemple.

Cette radicalité va de pair avec un travail de pédagogie et d'explication pour toujours mettre en lisibilité les choix publics et l'utilisation des deniers publics. Elle se veut également pragmatique et expérimentale. Pas de recettes miracles pour permettre une participation des habitants dont on sait qu'elle demeure malgré tout autour de pourcentages rarement supérieurs à 15% ou 20%.

La féminisation de la politique

La féminisation de la politique compte parmi les arguments centraux de cette radicalité démocratique, notamment à travers la lutte contre le patriarcat. Celle-ci fait l'objet d'une véritable révolution culturelle en Espagne. Elle implique la mise en pratique systématique de la parité dans la représentation politique ainsi que dans toutes les occasions de prise de parole. (un intervenant espagnol s'est ainsi trouvé récemment en France pour intervenir au sein d'une table ronde entièrement composée d'hommes et nous a immédiatement expliqué que cela serait aujourd'hui inconcevable en Espagne, et que s'il en avait été informé avant, il aurait refusé de contribuer dans ces conditions).

Cette féminisation de la politique est également particulièrement visible dans l'organisation des pouvoirs exécutifs et de commandement de la province kurde du Rojava qui est un laboratoire du municipalisme issu notamment de la rencontre entre Murray Bookchin et Abdullah Öcalan (Parti des travailleurs du Kurdistan – PKK).

Au-delà de l'ambition d'assurer une meilleure participation politique des femmes et de valoriser l'expertise dont elles sont porteuses France de leur territoire et de leurs vies¹⁷, la contribution de la féminisation de la politique au municipalisme est de générer d'autres types et d'autres espaces de relation.

Ainsi, le municipalisme introduit plus de coopération (et non de compétition), de dialogue, de bienveillance et ainsi qu'une autre prise en compte du leadership.

Un leadership obéissant

La question du leadership permet de souligner combien le municipalisme relève de la gestion permanente d'équilibres et de tensions. Nous avons évoqué la double tension interne et externe à l'institution, il nous faudrait également mentionner celle relative aux genres et à la parité hommes/femmes, celle de l'articulation entre les échelles locales et supra-locales, ou encore l'articulation entre horizontalité et verticalité, et sa déclinaison en termes de leadership. Il ne s'agit pas d'exclure toute forme de leadership mais de reconnaître qu'il n'a pas nécessairement une place surplombante. Si le leadership évolue au sein du courant municipalisme vers des formes plus coopératives, « d'artisan de contexte » pour dynamiser les énergies citoyennes d'un territoire, d'animateur, voire de « leader obéissant » comme l'évoque Ada Cola (maire de Barcelone), cela n'amène pas non plus à l'éradiquer.

Il s'agit au contraire de considérer que le charisme ou l'habileté de certain-e-s à mieux s'exprimer en public est une contribution positive à la dynamique collective. Valoriser ces aptitudes tout en veillant qu'elles demeurent contributives et ne s'arrogent pas le mono-

pole de la parole, de l'action, de la vision ou de la représentation est un jeu d'équilibre qu'expérimentent les tendances municipalistes. Pour autant, la figure politique de certains élus, comme c'est le cas par exemple des mairesses de Madrid et de Barcelone, Manuela Carmena et Ada Colau, nous amène à comprendre combien dans les imaginaires des habitants il est encore important de personnifier le pouvoir, de l'incarner, d'y trouver une figure de « chef-fte ».

Par ailleurs, le courage politique de certain-e-s élu-e-s concernant notamment l'accueil de réfugiés, des politiques écologiques ou sociales pionnières, ou d'autres sujets qui ne suscitent pas nécessairement l'adhésion forte des habitants, permettent également de porter certaines avancées politiques grâce au poids politique ou charismatique de ces derniers.

Idéologie et vision politique

La question est régulièrement posée : le municipalisme est-il une idéologie ou n'est-il que l'application d'une méthodologie de décision collective à l'échelle de villages et de villes ? Un municipalisme d'extrême droite peut-il exister ?

La réponse se situe certainement au fil de ces différentes lignes. Hérité de l'évolution de la pensée politique et de la rencontre entre des contextes, des aspirations fortes de changement et des individus, le municipalisme constitue bel et bien un mouvement politique transformateur qui ouvre des espaces d'émancipation depuis les habitants jusqu'aux institutions. Les valeurs, l'éthique et la méthode sont consubstantielles les unes des autres.

Si le municipalisme se veut apaisant et implique au préalable de « faire tomber les carcans des étiquettes idéologiques » pour construire les confluences, il part tout de même de valeurs humanistes, pluralistes, progressistes, largement sociales et écologistes. Il demeure empreint d'un certain imaginaire, d'une culture militante et d'une vision du futur sous-jacente et suffisamment ouverte pour accueillir le travail de co-production qui en permettra une déclinaison concrète dans des choix politiques et de politiques publiques.

La vision politique n'est donc pas absente du municipalisme. Elle émerge au croisement d'un terreau historique (Ex : luttes et victoires du passé), de l'environnement démocratique actuel (Ex : tissu associatif), de l'influence d'un contexte supra-local (Ex : orientations nationales ou européennes), de la souveraineté de chaque individu à exprimer ses avis et ses choix (Ex : pouvoir d'agir) et à faire évoluer ses positions, de l'existence de méthodes d'intelligence collective et d'espaces-temps permettant de saisir l'espace public comme un espace de construction du pouvoir politique en commun.

¹⁴Gouverner en obéissant. Code de l'éthique politique, Barcelona en Comú

¹⁵Municipalismo, Autogobierno y contrapoder (MAC 3) 12-15 Octobre 2017, Compte rendu commun Mouvement Utopia-CommonsPolis-Institut de recherche et débat sur la gouvernance, Décembre 2017, Paris

¹⁶Organizando una plataforma municipalista: estructura y confluencia; Marta Junqué, Caren Tepp et Mariano Fernández; Ciudades sin miedo. Guía del movimiento municipalista global, Icaria Editorial, Mai 2018, Barcelone

¹⁷Feminizar la política a través del municipalismo, Laura Pérez; Ciudades sin miedo. Guía del movimiento municipalista global, Icaria Editorial, Mai 2018, Barcelone

Le municipalisme : un antidote aux extrêmes ?

La maturité de la société est-elle suffisante pour cette fabrique en commun de la Cité ? Les foules sont-elles dangereuses ? L'actualité récente dans laquelle se croisent les *fake news*, les populistes, les démocraties illibérales et tous les votes qui les ont amenés au pouvoir l'inquiétude ne peut être que de mise. Mais si nous regardons aussi les élections de mi-mandat aux États-Unis, les récentes municipales en Belgique, les municipalités du changement en Espagne, le parti pirate qui remporte la mairie de Prague, les résultats des élections locales et régionales en Pologne, celles de République Tchèque et de Slovaquie ou encore le printemps des Balkans¹⁸ qui se prépare en défiant les pouvoirs autoritaires, nationalistes et corrompus, non sans lien avec les réseaux municipalistes européens, nous pouvons également voir d'autres signaux plus encourageants dans le contexte actuel. En ce sens, il est intéressant de noter que les courants municipalistes s'opposent aux tentations des extrêmes en ce qu'ils recréent du commun, luttent contre la fragmentation de la société et redonnent une place à part entière aux gens dans des processus de décisions ou de fabrication de la ville qui les incluent. Par cette implication, ces mêmes mouvements redonnent aux habitants, la conviction qu'ils ont un pouvoir pour améliorer leurs quotidiens et qu'ils peuvent reprendre leur destin en main. Ce discours et cette croyance étaient jusque là des arguments monopolisés par les partis extrêmes ou populistes, avec des déclinaisons politiques bien plus dommageables.

Quel impact et quelles politiques publiques ?

Le municipalisme est souvent qualifié d'« utopie concrète » car sa vocation première est d'améliorer la vie des gens et de répondre à leurs besoins, notamment les plus urgents. Il en découle une série de politiques publiques sur ces territoires telles que : la remunicipalisation des services publics (Ex. : eau, électricité), des mesures de lutttes contre la pollution (Ex. : air), des politiques d'hospitalité des réfugiés, de relocalisation de certaines activités économiques ou de l'agriculture (Ex. : politiques alimentaires), de gratuité des transports publics, etc. Les plateformes citoyennes espagnoles ont ainsi entamé un processus de recensement et de capitalisation des politiques publiques mises en œuvre par les municipalités du changement. Au sein de *l'Atlas del Cambio* (l'Atlas du changement)¹⁹, elles mettent ainsi à disposition le type de politiques publiques selon leur thématique (Ex. : participation démocratique, communs, écologie urbaine, féminisme, habitat, politiques sociales, etc.). Y sont explicités les orientations de celles-ci, l'échelle de temps et les moyens financiers consacrés, l'articulation et la transversalité qui s'opèrent avec d'autres politiques publiques ou d'autres territoires. Cela donne ainsi à voir les concrétisations du municipalisme dans le quotidien et le futur des habitants. Mais les lutttes politiques des courants municipalistes ne s'arrêtent pas aux scènes locales.

Un mouvement trans-local

Le mouvement municipaliste ne saurait se réduire à une ambition locale et localiste. Dès le départ, dans la pensée de Bookchin (Confédéralisme municipal) et dans la pratique qui a su s'instaurer ces dernières années, nous sommes face à un mouvement international, décentralisé et translocal. De la démocratie, à la justice sociale, de l'écologie à la gestion des communs, le municipalisme reconnaît nos multiples interdépendances et engage à relier les interventions sur

les territoires au local, avec celles d'autres échelles de décisions. Qu'il s'agisse par exemple des politiques fiscales qui interviennent dans la lutte contre la spéculation immobilière d'AirBnb ou des politiques migratoires qui s'opposent au sauvetage et à l'accueil des réfugiés, les *Fearless Cities*²⁰ et villes refuges tissent aujourd'hui un réseau international de partage d'expériences et de lutttes communes contre des géants économiques ou politiques. L'enjeu des prochaines élections européennes est d'ailleurs de taille, notamment pour la préservation des services publics, pour la remunicipalisation de la gestion des ressources énergétiques et plus globalement, pour faire plus que jamais le choix assumé de la démocratie face aux terribles défis climatiques et sociaux vers lesquels nous nous dirigeons. A cet égard, différents mouvements municipalistes en Italie, en Espagne, aux Pays-Bas et en France notamment se sont regroupés autour de l'initiative « Municipalize Europe » pour peser lors des prochaines élections européennes. Ils portent avec eux des propositions pour que les politiques municipales en faveur de la participation citoyenne, du droit au logement, de l'écologie urbaine et des énergies renouvelables, de la transparence dans l'administration publique, de la remunicipalisation des services publics avec contrôle démocratique, de la lutte contre l'évasion fiscale, etc. ne soient pas contre-carrés par les directives européennes ou les législations nationales.

Le municipalisme, un enjeu central des prochaines élections municipales en France

En France, l'échelle municipale est considérée comme le premier (dernier ?) échelon de confiance par les français. Le municipalisme stricto-sensu concerne le plus souvent des zones rurales, avec pour exemples médiatiques le petit village de Saillans de 1200 habitants dans la Drôme et celui de Trémargat en Bretagne. En milieu urbain, la référence se porte sur la liste d'Eric Piolle à Grenoble en Isère. Mais nous aurions tort de réduire le potentiel municipaliste français à ces situations-là. De nombreux élu-e-s dont Jo Spiegel à Kingersheim, l'équipe municipale de Rennes avec Charlotte Marchandise, celle de Loosen-Gohelle avec Jean-François Caron, Ungersheim avec Jean-Claude Mensch et bien d'autres communes (Reventin-Vaugris, etc.), nous montrent qu'il est possible de faire évoluer la pratique du pouvoir municipal et sa représentation autour de démarches de co-construction, de *continuum* démocratique entre deux élections, de co-responsabilité, de collégialité, etc. Mathieu Rivat les qualifie dans son ouvrage « Ces Maires qui changent tout, le génie créatif des communes »²¹ de « bifurcations politiques, d'inventions qui demandent à être consolidées, propagées, reconduites ailleurs ». Celles-ci portent les germes voire les fruits plus ou moins mûrs d'un municipalisme à la française. Dans un contexte français de forte verticalité et centralité du pouvoir, malgré les lois de décentralisation, ces changements sont tout de même à l'œuvre au-delà des politiques de participation plus descendantes ou parfois instrumentalisées. Le transfert de la plupart des compétences aux intercommunalités et le déficit démocratique qui caractérise leur fonctionnement est au cœur des enjeux de la réorganisation du pouvoir municipal en France, d'autant plus dans une perspective municipaliste. Il en est de même de l'enjeu normatif, d'un cadre légal et assurantiel à faire évoluer pour reconnaître la participation habitante à la co-construction des politiques publiques, leur suivi et parfois même leur mise en œuvre, et ce,

au-delà du statut de collaborateur occasionnel du service public. Les initiatives autour des communs, notamment en Italie avec le règlement de Bologne, les pactes de coopération, les travaux sur la subsidiarité horizontale et l'administration partagée (Enacting the Commons) sont certainement les exemples les plus inspirants.

Dans plus de 25 villes et villages recensés²² à ce jour (dont Toulouse, Lille, Nantes, Lyon, Paris, Saint Médard en Jales, Caen, etc.) et combien d'autres encore d'ici à 2020, des listes participatives ou des assemblées locales se mettent en place en vue des prochaines échéances électorales municipales. La réappropriation du politique par les citoyens devient un credo commun. En pleine crise nationale et européenne de la démocratie, comme en témoigne notamment le mouvement des Gilets Jaunes, nous savons désormais que les élus ne pourront plus faire sans les habitants à l'avenir. Faire face à la crise sans précédent de l'urgence écologique accentue cette nécessité de refondation démocratique qui est la seule issue pour permettre une réponse résiliente et systémique depuis les individus jusqu'aux politiques publiques. Pour ce faire, c'est toute une éducation, une culture démocratique et une normativité qui sont à faire évoluer. Le municipalisme n'est pas « LA » voie mais « une » voie parmi d'autres qui montre que l'on peut faire autrement, qui permet cette nécessaire transformation politique et culturelle. Il dessine d'autres façons d'accueillir, de respirer l'air, de produire notre alimentation, d'habiter la ville, de trouver sa place, un autre rapport à l'autre ... d'autres visions du futur : « un futur que nous méritons » comme le dit Debbie Bookchin²³. Le municipalisme joue un rôle dans notre façon, pour nous habitants, nous élus, nous agents publics, nous acteurs économiques de mettre en pratique et de nous représenter le pouvoir politique comme un commun dont nous sommes tous co-responsables. C'est en ce sens que le Mouvement Utopia, avec le soutien de la Fondation Charles Léopold Mayer, en partenariat étroit avec CommonsPolis et de nombreux autres acteurs de l'écosystème démocratique en France et Europe, contribuent à reverser au débat public en France les expériences, analyses et propositions propices à ce changement de paradigme démocratique.

Elisabeth Dau -

**Directrice analyse et intelligence collective
Programme Municipalisme, Territoires et Transition**

¹⁸Albanie, Monténégro, Serbie... La vague de contestations rend possible un printemps des Balkans, Mediapart, 2 mars 2019

¹⁹Atlas del cambio : <http://ciudadesdelcambio.org/>

²⁰Fearless Cities : <http://fearlesscities.com/>

²¹Ces maires qui changent tout, le génie créatif des communes, Mathieu Rivat, Éditions Actes Sud - Domaine du possible, 2017, Paris

²²Voir le site <https://nos-communes.fr/> lié à la Plateforme nationale des listes participatives et à La Belle Démocratie

²³En référence au discours introductif de Debbie Bookchin, *A future we deserve*, Fearless Cities, Juin 2017, Barcelone

Utopia continue son chemin sur le municipalisme

Depuis novembre 2016 notre Mouvement s’est lancé sur la thématique particulière du municipalisme, pour travailler sur de nouvelles formes de démocratie (l’un des piliers du Mouvement) et de pratiques au niveau local. Ce nouveau champ d’exploration a donné lieu à la participation du Mouvement Utopia à différentes activités liées à cette thématique.

Nous souhaitons resituer ici le contexte dans lequel ce travail s’effectue, expliciter pourquoi nous estimons essentielle cette démarche et quels projets nous avons lancés sur ce sujet.

Les débuts de partenariats autour du municipalisme : une première conférence à Paris en novembre 2016

Depuis les dernières municipales en Espagne plusieurs millions d’espagnols font l’expérience d’une gestion municipaliste de leur ville. En novembre 2016, l’association *CommonsPolis* qui fait le lien entre ces différentes initiatives et tente de capitaliser leurs expériences nous a proposé de co-organiser une conférence avec la venue pour la première fois d’une délégation de ces différentes plateformes espagnoles.

C’est ainsi que nous avons proposé un débat public et citoyen sur ce sujet, le 23 novembre 2016: « *Villes en Transition & Luttes Citoyennes. Que nous disent les villes espagnoles ?* » à l’Espace des Femmes de Paris. Cette rencontre fait partie des conférences mises en ligne que vous pouvez retrouver sur notre chaîne Dailymotion « Conférences Utopia ».

Une délégation francophone au Fearless Cities en juin 2017

En juin 2017, toujours en partenariat avec CommonsPolis et avec la Fondation Charles Léopold Mayer, nous avons proposé d’envoyer une délégation francophone au Fearless Cities : cet événement, organisé par la plateforme Barcelona en Comú, qui a permis à la militante Ada Colau de devenir la célèbre Mairesse de Barcelone, était un rassemblement de plusieurs jours de plus de 700 personnes du monde entier se reconnaissant dans le municipalisme. Vous pouvez retrouver toutes les informations en ligne sur cet événement en suivant ce lien : <http://2017.fearlesscities.com>.

Nous avons donc constitué un groupe d’une vingtaine de personnes, acteurs et actrices des mouvements sociaux, de la transition démocratique et des communs au Fearless Cities.

De nouveaux partenaires

Cette rencontre a été le terreau des collaborations et projets qui nous occupent actuellement. Nous y avons rencontré et/ou renforcé les liens avec les organisations suivantes :

- Remix the commons
- La Belle Démocratie
- Les voies de la Démocratie
- Réseaux des Assemblées des communes
- L’AITEC
- ...

Le partenariat avec la FPH

Suite à ces échanges, plusieurs événements du Mouvement Utopia ont été organisés pour approfondir notre réflexion sur ce sujet. Nous avons organisé une Université d’Été spécifique en 2017 ainsi qu’un Festival de cinéma sur la démocratie à l’occasion de la sortie de notre livre collectif « Idée reçues / Propositions » sur la démocratie.

En 2018 nous avons obtenu un financement pour trois ans avec la FPH sur le projet « *Municipalisme, Transition et Territoires* » qui a pour objectif principal de contribuer à la co-construction d’un écosystème favorable au « municipalisme, transition et territoires ».

Cet écosystème en co-construction s’appuie en priorité sur les expérimentations et initiatives en cours, en collaboration avec les acteurs privilégiés de ces deux dernières années sur le sujet du municipalisme et sur la création d’un comité de facilitation de ces processus ouvert à de nouveaux acteurs de la transition et des communs.

Ce groupe de facilitation s’est réuni et a travaillé en octobre-novembre 2018 pour clarifier sa raison d’être, ses axes de travail et projets prioritaires pour 2019 (indépendamment de la convention passée avec la FPH par le Mouvement Utopia).

Voici les éléments proposés dans ce cadre de collaboration :

Raison d’être :

“Face aux défis démocratiques, sociaux et écologiques, appuyer, contribuer, promouvoir et inciter à l’émergence du mouvement municipaliste comme alternatives politiques radicales dans les territoires visant à un changement de paradigme.”

Projets en cours

1/ **Un projet de MOOC *Le municipalisme pour les nuls*** : cette démarche s’inscrit notamment dans le contexte de débat public qui s’instaure autour de la crise démocratique, sociale et écologique que nous connaissons et des prochaines échéances électorales municipales en 2020 et européennes en 2019.

Nous souhaitons développer un MOOC (*Massive Open Online Course*) sur le municipalisme comme alternative politique pour s’investir dans une transition sociale, écologique et démocratique. Et ceci afin de permettre au plus grand nombre de s’investir dans la politique locale en donnant à voir les expériences municipalistes dans leur diversité.

L’idée est moins celle d’une formation exhaustive que d’utiliser cet outil en ligne, gratuit et largement accessible qu’est le MOOC pour faire connaître et diffuser une diversité d’initiatives municipalistes en France et en Europe principalement, et ainsi montrer que de telles démarches existent concrètement et qu’elles portent avec leurs différents visages, l’expression d’une alternative politique crédible au niveau local, avec les habitants au cœur.

Ce MOOC est conçu prioritairement pour inspirer celles et ceux qui souhaiteraient s’engager dans des démarches de transition (notamment démocratique) sur leurs territoires, dans et en dehors de l’institution municipale.

2/ Une campagne de communication commune pour les municipales

Le 13 février 2019 a eu lieu à Paris une journée de construction d’une campagne de communication commune aux différentes initiatives favorisant l’engagement citoyen pour les Municipales de 2020 (tour d’horizon des initiatives pour les Municipales, définition d’un récit commun, recherche de financement, travail sur une plateforme web commune, etc.).

Cette rencontre se faisait aussi conjointement avec une réunion (préalablement programmée) sur la stratégie de communication du projet du *Pacte pour la Transition*, initié par le CTC (Collectif pour une Transition citoyenne).

Étaient présentes une trentaine de personnes sur l’ensemble de la journée, représentant une vingtaine d’organisations ayant des projets / initiatives pour les municipales en 2020.

Solenne Boiziau -

Directrice de la coordination

Programme Municipalisme, Territoires et Transition

Un événement national / francophone municipaliste à Marseille à l’automne ?

Marseillais et utopiens, investis dans le réseau municipaliste, co-animé par le Mouvement Utopia, nous sommes actifs au sein de l’association « *Un centre ville pour tous* » qui travaille depuis 20 ans pour y défendre le droit à la ville face aux politiques néolibérales de gentrification du Maire Jean-Claude Gaudin et au sein de la coordination *Pas Sans Nous* qui relie les collectifs et associations des quartiers populaires de Marseille. Depuis le 5 novembre dernier, l’émotion et la colère suite aux effondrements des immeubles de la rue d’Aubagne ont cristallisé l’enjeu d’une confluence des initiatives citoyennes et des luttes urbaines.

La question démocratique devient centrale, tant la ville se transforme sans ses habitants et souvent contre. Le mur de la Plaine, construit 2 semaines avant les effondrements, en est un symbole terrible. Après le temps de l’urgence, commence à se construire une réponse politique ; de nombreux collectifs et associations se mobilisent autour d’un « *Manifeste pour une Marseille vivante, accueillante et populaire* ». Pour nourrir la dynamique, nous travaillons actuellement à l’organisation d’un événement municipaliste en novembre à Marseille qui pourrait être d’envergure nationale voire internationale.

Pierre-Alain, Prune, Nicolas, Bernard

Deux projets phares pour accélérer la transition via les territoires : Transiscope et le Pacte pour la Transition

Le Mouvement Utopia est également engagé via plusieurs membres de son Bureau National et les salariées sur ces deux projets phares, qui ont pour objectif commun d’accélérer la transition par les territoires.

Transiscope - Le portail Web des alternatives

Transiscope a pour objectif de mettre en lumière toutes les alternatives pour la transition en les affichant sur une carte unique, en collectant les données déjà existantes. Partant du constat qu’aujourd’hui, de nombreux d’acteurs de la transition et des alternatives ont entamé un travail de recensement et de cartographie de leurs organisations, actions et écosystèmes. Mais que dans la majorité des cas, néanmoins, ces informations sont éparpillées sur les sites de chacune de ces organisations et les données ne peuvent pas communiquer entre elles en raison de choix techniques différents : aucune visualisation agrégée n’était jusqu’à présent possible. Pour permettre de relier ces alternatives, une dizaine de collectifs travaillent depuis deux ans pour développer des outils libres permettant de connecter les différentes bases de données existantes et de les visualiser au même endroit. Comme par exemple les groupes locaux du Mouvement Utopia qui y sont référencés.

C’est donc un agrégateur de cartographies déjà existantes et est co-géré en collaboration par une dizaine d’organisations (Alternatiba, Colibris, Mouvement Utopia, Assemblée Virtuelle, Cap ou Pas Cap, Collectif des Associations Citoyennes, CRID...) qui est né. Alors rendez-vous sur <https://transiscope.org> !

N’hésitez pas à utiliser la cartographie, à la faire circuler et connaître...

Le Pacte pour la transition : un outil pour favoriser la participation citoyenne et construire les communes de demain.

Le Pacte pour la Transition est un outil visant à favoriser et organiser la participation citoyenne pour permettre le changement dans toutes les communes, en encourageant un dialogue entre citoyen.ne.s et élu.e.s dans le cadre des campagnes pour les Municipales de 2020.

Le Pacte pour la Transition, c’est à la fois : •

Une liste de 30 mesures concrètes et applicables à l’échelle d’une commune, en faveur de la transition ;

• Une plateforme numérique (sortie prévue : avril 2019) pour mettre en lien, outiller et accompagner les participant.e.s ;

• Un soutien des réseaux de la transition (écologique, sociale, démocratique).

Le Pacte pour la Transition sera porté à partir du mois d’avril par des groupes de citoyen.ne.s afin d’engager les candidat.e.s puis élu.e.s à mettre en œuvre tout ou partie des mesures. Il pourra aussi servir d’outil pour entrer en dialogue avec les équipes municipales après les élections. Les citoyen.e.s seront amené.e.s à suivre et accompagner la progression des engagements pris par les élu.e.s tout au long des mandats.

La liste définitive de mesures est définie fin mars 2019, suite à l’analyse de la consultation citoyenne qui a été organisée du 25 janvier au 28 février 2019, par un comité d’expert.e.s dont est membre le Mouvement Utopia (composé de citoyen.ne.s, partenaires associatifs, élu.e.s, et scientifiques). Le Pacte vous intéresse ? Vous souhaitez être tenu.e informé.e des temps forts à venir, contribuer à la mise en œuvre ou à la diffusion ?

Que vous soyez un.e citoyen.ne, un partenaire potentiel, un.e élu.e, faites-nous signe à pacte@transition-citoyenne.org !

L'atelier Education populaire chez Utopia

Créé lors de notre dernière Université d'été 2018, cet atelier s'est fixé 5 objectifs :

- **Sortir de l'entre-soi** pour élargir nos publics et susciter une prise de conscience.
- **Légitimer Utopia comme acteur de l'éducation populaire** (en France dans un premier temps), et ainsi justifier notre agrément de « coopérative d'éducation populaire », agrément acquis en 2017 auprès du Ministère qui fait l'objet d'un bilan pour renouvellement.

- **Communiquer largement sur les 5 piliers** (*Nature bien commun de l'humanité, Démocratie, Biens et besoins fondamentaux, Libre circulation et installation, Souveraineté alimentaire*) sur lesquels travaille Utopia, mais en portant le discours différemment, en exprimant nos idées sous forme de propositions à co-construire, sans les imposer. .

- **Le quatrième objectif**, sachant que les 25 membres du groupe Éducation Populaire sont dispersés à la fois géographiquement, en termes de réseaux et de thématiques, est **que chaque membre du groupe agisse à son échelle en fonction des intérêts et problématiques locales, mais que tous nous échangions nos expériences pour en faire profiter les autres.** .

En bref, nous devons coller aux préoccupations locales ; cela n'empêche pas de prendre également des contacts avec les réseaux nationaux. .

- **Donner du contenu au terme Education populaire**, qui semble au mieux daté, au pire inconnu par les nouvelles générations. .

Pour cela, peu importe le nom que nous donnerons à nos actions, mais la forme d'expression devra être actuelle et désirable, comme par exemple l'utilisation de la BD, du film, de la conférence illustrée, de la conférence gesticulée, du théâtre forum, des cafés citoyens pour ne retenir que les plus connus.

À ce jour, le groupe a recensé les réseaux existants, les formes d'expression existantes ou à créer et préparé un « guide de l'intervenant », afin d'aider les groupes locaux à mener leurs actions.

À suivre donc !

Geneviève

En mai et juillet, fait ce qu'il te plait !

La troisième édition de « **La Saveur de l'autre** » aura lieu à Calais du 24 au 26 mai 2019. Cette manifestation, qui alterne rencontres, spectacles, concerts, expositions et ateliers, se déroule au sein de la scène nationale du Channel.

Le mouvement Utopia participera notamment au parcours « Incroyables chemins – Regards croisés sur les migrations », mis en scène par Didier Ruiz, associant chercheurs et personnes engagées sur les questions de migrations. Parmi les artistes annoncés : Tiken Jah Fakoly et Rokia Traoré.

Les prochaines « **Rencontres Décononomiques** », qui se dérouleront à Aix-en-Provence du 5 au 7 juillet 2019, auront pour thème « Dans quel monde voulons-nous vivre ? ». Prune Helfter-Noah y interviendra autour d'un thème largement travaillé par le mouvement Utopia : les migrations. Aurélien Bernier sera également présent sur le thème de l'accaparement privé de l'énergie.

Soyez journaliste utopia !

Ce journal est avant tout le vôtre !

Faites-nous part de vos « mouvements », partagez vos utopies concrètes ou non, vos lectures, vos images, vos idées... Faites-nous vivre vos actions locales comme sources d'expériences à partager !

Une adresse mail : journal@mouvementutopia.org
Et pour toute autre info, adhésion, etc, tout est sur le site du mouvement : www.mouvementutopia.org

L'atelier Nature est bien vivant !

Initié à l'occasion de l'Université d'Été de 2016, le projet d'un livre au format « idées reçues/propositions » fait son chemin.

À l'heure de ce numéro 6 d'*en mouvementS*, la liste des idées reçues est arrêtée, plusieurs sont rédigées et les propositions sont majoritairement listées. Nourriture, élevage, culture, climat et éthique découpent la liste des idées reçues en chapitres thématiques que l'on retrouve dans les propositions.

Nous avons en effet listé entre nous dès le départ ce qui avait changé notre rapport au vivant et plus particulièrement aux animaux non humains : la santé, l'éthique, le climat étaient apparus comme les différents moteurs ayant permis un changement de regard ou de comportement individuel générant une forme de militantisme existentiel ressenti par toutes et tous comme une formidable richesse.

Ainsi, le groupe de travail partage en commun la certitude que le *bien vivre* ne peut se construire qu'en prenant en compte le bénéfice social fondamental que nous apporte une empathie élargie à tout ce qui constitue la vie.

Cette prise de conscience, le groupe souhaite la partager avec l'ensemble du mouvement et plus particulièrement avec les autres groupes de travail, qu'il s'agisse de ceux réfléchissant à la culture de la paix, à la critique du patriarcat ou du transhumanisme, sujets sur lesquels les questions de domination, de violence ou de rapport à la technique rejoignent celles relatives au vivant.

C'est tout le but de nos livres collectifs que d'avoir pour objet de partager une réflexion au sein du mouvement afin de faire de chacune et chacun un acteur d'éducation populaire.

Un nouveau point d'étape sera fait à l'occasion de notre UE 2019.

Nous espérons que le travail qu'il nous reste à mener d'ici là nous permettra de soumettre au débat une grande partie des idées reçues et des propositions.

Merci par avance aux membres du groupe et à tous ceux qui veulent y participer de se mettre à l'ouvrage en vue d'une UE 2019 pleine de vivants !

Pierre

L'atelier Nature a bien aimé lire :



Récit du parcours de l'auteur vers le véganisme, ce livre navigue entre essai et aventure intime pour présenter la cause animale comme une lutte politique et éthique exigeante mais aussi joyeuse et inventive.

En racontant son quotidien, en informant sur la nutrition, en montrant que le véganisme est accessible et gourmand, et qu'il n'a rien à voir avec l'ascèse ou la pureté, Martin Page invite chacun, qu'il soit végane, végétarien ou omnivore, à s'interroger sur le regard qu'il pose sur les animaux et sur la place que leur assigne la société



Et aussi, cet INDISPENSABLE essai sur le transhumanisme et la société technocratique, fruit de l'alliance de la technique et du capital à l'origine de notre rupture avec le vivant. Passer de la technique à la technologie, de l'outil à la machine c'est perdre le contrôle, perdre le savoir, menacer la démocratie.

Un essai qui pourrait faire suite, tout en les développant, aux idées défendues par Matthieu B Crawford et son tout aussi indispensable « éloge du carburateur ».

« De l'intérêt de l'île de Ré » Retour sur l'UE d'Utopia – 2018

Attention, attention, loin de moi l'idée de débattre ici de l'intérêt du lieu - Mandelieu versus « Le bois plage en ré » ; océan comparé à méditerranée, là n'est pas le sujet - mais bien de l'intérêt de l'événement lui-même.

Mais y a-t-il vraiment débat ? Est-ce bien utile de se poser en VRP d'une Université d'été qui n'en aurait pas forcément besoin ? En fait, même si, en ce qui me concerne, y être ou ne pas y être, là n'est plus la question, certain.e.s se la posent peut-être quand même chaque année.

En dehors des impondérables, des modifications de dates, rares convenons-en, ou d'une mauvaise passe financière que même le plus aimable des covoiturages ne saurait résoudre, on peut toujours être amené à se dire. Avant coup : « Ça va m'apporter quoi ? » ou après coup « Est-ce que j'ai vraiment raté quelque chose ? »

Evidemment quand on n'y vient pas, on ne peut savoir exactement ce à côté de quoi l'on est passé. Et moi, car je ne peux parler que pour moi, encore un peu bleussaille, encore un peu paumé, ayant encore besoin d'un peu d'acculturation en ces temps occidentaux troublés, par exemple, une année je regrettais d'avoir raté le duo Morin-Bedos. Bon alors pour me consoler, je me rappelle que je m'étais dit. « Morin je l'ai vu l'année dernière, Bedos il y a quinze ans au Cirque d'Hiver. »

C'est quand même un peu court comme argument car honnêtement pouvons-nous tout connaître des surprises qu'ils peuvent encore nous réserver ces deux-là ? Même si la formulation de cette question manque un peu de respect j'en conviens.

Et par ailleurs, il n'y a pas que les têtes d'affiche. Regardez cette année, Lindon n'était pas là - mais si, Lindon, le neveu de l'éditeur - et bien Alexis oui. Quoi, vous ne connaissez pas Alexis Tantet ? Et bien pourtant, grâce à lui, vous en sauriez un peu plus sur le climat et sur les effets de seuil.

Bon d'un autre côté c'était pas vraiment une bonne nouvelle ce qu'il nous a raconté, Alexis. Même les adeptes du verre à moitié plein, ce qui n'est pas vraiment mon cas pour ceux qui commencent à me connaître, même ceux-là se sont dits « Bon mon verre il est en fait à moitié vide remets m'en un p'tit pour la route que l'on sent un peu plus courte ou un peu moins rose que prévue. »

Et oui, cachées des vedettes, les pépites. Et cette année, à l'île de Ré, Felwine Sarr !

Certain.e.s me diront. « Ben oui Felwine Sarr, la restitution des œuvres d'art africain. Enfin quoi tu ne connais pas ? » Euh non, je n'ai découvert qu'après. Après l'avoir entendu nous parler de la fonction du récit. Après l'avoir coincé à la sortie pour qu'il me raconte un peu l'Afrique. Après avoir lu « Habiter le monde » et commencé « Afrotopia ».

Après avoir rebondi sur Achille Mbembe « Politiques de l'inimitié » lu « Sortir de la grande nuit » à lire, sur Frantz Fanon « Peau noire, masques blancs » et ressorti au passage Eldridge Cleaver du fin fond de ma bibliothèque.

Et puis quelques articles du Monde de Felwine et d'Achille – et oui je les appelle par leurs prénoms, ce sont mes copains de chevet maintenant - sur le dit-sujet de la restitution. Donc rien que cela, rien que cette heure et demie passée avec Felwine - oui, je sais, il y avait aussi Patrick Viveret à ses côtés – et tous ces prolongements que je viens d'évoquer, « C'était top ! ».

Bon ben donc, il faut venir à l'Université d'été, parce que, comme je l'ai lu quelque part, écrit plus ou moins sous cette forme, comme « L'éveil des consciences passe par le temps long de l'intériorisation de nouvelles représentations du monde » et que comme vous le savez nous ne disposons plus vraiment que du temps de prendre conscience que nous n'en avons plus, et du temps et de la conscience, au moins partageons quelques jours avec nos pairs de la pensée utopienne qui, même si parfois nous avons le sentiment qu'il ne faut pas trop s'endormir à réfléchir, peuvent nous aider bien efficacement dans le passage à l'action.

Elle était un peu longue cette phrase de conclusion, non ?

Laurent CAESAR